

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1982)
Heft: 630

Artikel: Moins d'État : tout à la commune
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012964>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Cycloïdes bancaires

Les grandes banques suisses sortent leurs résultats 1981. Ils sont excellents. Au fond, tant mieux. Une branche sûre de la prospérité helvétique. Certes, pas également répartie. Plutôt tant mieux pour eux que tant mieux pour nous.

Plus exactement.

Le cash-flow des bilans (gain net + amortissements et réserves) représente pour l'UBS 610 millions, pour la SBS 561 millions et pour le Crédit Suisse 469 millions.

Chez les deux premières, il est en augmentation de 20%. Probablement davantage, car des amortissements non négligeables, selon les bonnes traditions comptables des banques, figurent dans les frais généraux.

A elles trois, ces banques totalisent un bénéfice de 1640 millions. Compte tenu de ce qui est dit plus haut, le bénéfice réel dépasse les deux milliards.

Le personnel occupé est respectivement de 16 514 personnes, 13 953 et 12 320, soit au total 42 787 personnes. Chaque employé, de l'huissier au PDG dégage, tous frais généraux payés à l'exception bien sûr du service du dividende, Fr. 38 000.—. On

peut affirmer qu'il rapporte autant que son salaire. Rentabilité (plus-value): 100%.

Question: connaissez-vous un secteur industriel où on atteint des chiffres pareils, qui ne sont pas exceptionnels du reste (année extraordinaire, phénomènes monétaires uniques), mais des moyennes. Il y a donc, de fait, au sein de l'économie nationale (ne parlons pas de l'économie internationale) une fantastique distorsion. S'imagine-t-on, même si c'est tant mieux, qu'elle ne posera jamais de problèmes?

Le système bancaire a atteint d'ailleurs son régime d'auto-alimentation.

Démonstration et calcul simpliste.

Admettons que les réserves réelles, une fois le dividende distribué, atteignent 200 millions d'augmentation en moyenne. Chiffres exacts pour 1981: pour l'UBS, 228 millions (en augmentation de 32%, vous avez bien lu 32%), pour la SBS 239 millions (en augmentation de 32%, vous avez bien lu 32%), Crédit Suisse 193 millions (+ 21%), soit au total 660 millions. Ces réserves ne vont pas dormir, elles dégageront au minimum un 10%, soit quelque 60 millions...

D'où la règle: les réserves accumulées en dix ou douze ans doivent, à elles seules, dégager le bénéfice net d'une année.

A partir de là, donner l'équation de la cycloïde.

MANIPULATION

Mazout à la baisse

On se souvient des déclarations du président de la direction de la Banque Nationale Suisse qui, au temps de la forte hausse du prix du mazout, demandait que cette position soit sortie du calcul de l'indice des prix. Il voyait là un facteur artificiel d'inflation, comme si les ménages ne payaient pas leur chauffage ou les industriels et artisans, leur énergie.

Aujourd'hui, le mazout est à la baisse, ce qui contribuera à calmer l'inflation. Plus personne ne

réclame la sortie de l'indice général de la position mazout.

Démonstration «a contrario» de la vanité de toute proposition de maquillage de l'indice.

MOINS D'ÉTAT

Tout à la commune

Il y a un peu moins de cent ans, la Société de Banque Suisse (SBS) absorbait une banque lausannoise, la Banque d'escompte et de dépôts. Dans le portefeuille de cette société: les installations hôtelières et balnéaires de Loèche-les-Bains. Peu avant Noël dernier, la majorité de ces actions était

acquise par la commune bourgeoise de Loèche-les-Bains.

Comme dans les pays anciennement colonisés, l'Etat, ici à son niveau de base, reprenait donc ce que le colonisateur avait édifié: avec un mauvais esprit de schématisme, c'est la première leçon qu'on peut tirer de ce retour à l'expéditeur.

Mais subsiste une petite interrogation: pourquoi municipaliser, donc étatiser sous une certaine forme, des entreprises à une époque où le slogan «moins d'Etat, plus de liberté» a un tel impact électoral? N'y aurait-il personne pour courir les risques ou préfère-t-on l'achat par une collectivité publique, critiquable ultérieurement pour le mauvais usage qu'elle fait des deniers publics?

L'Union de Banques Suisses (UBS) cherche aussi à se défaire d'un complexe hôtelier à Vals (Grisons). Elle aussi espère que la commune bourgeoise de la localité se portera volontaire pour l'achat.

KAISERAUGST

Quinze au front

Le «cas» Kaiseraugst devrait venir devant les Chambres fédérales à partir de la session de décembre de cette année, et devant le Conseil des Etats pour commencer, c'est ce que révèle la «Basler Zeitung» du week-end dernier («message» du Conseil fédéral attendu pour la fin du mois).

Et voici que l'on connaît déjà le nom des commissaires qui défricheront le travail pour leurs Chambres respectives. Quinze personnalités soigneusement dosées pour les Etats, sous la présidence du PDC de Saint-Gall Schönenberger; elles ouvriront donc les feux.

Dans le détail. Cinq démocrates-chrétiens: Binder (AG), Egli (LU), Guntern (VS), Kündig (ZG), Stefanini (TI); quatre radicaux: Baumberger (AR), Generali (TI), Hefti (GL), Letsch (AG); trois socialistes: Belser (BL), Bühner (SH), Miville (BS); une libérale: Bauer (GE) et un SVP, Stucki (ZH). Soit une majorité nette de pro-nucléaires, mais en revanche des intérêts cantonaux tout à fait divergents en présence.